

# POLITIQUE DE LA VILLE ET MÉTROPOLE DU GRAND PARIS : Des professionnels mobilisés pour accompagner les changements



Réseau des professionnels du Développement Social Urbain du Val-de-Marne

## EDITO

**Le Réseau DSU 94 a renouvelé ses instances** lors de l'Assemblée Générale du 8 avril dernier :

- **Présidente** : Carine TARDY (Cheffe de projet urbain de cohésion sociale à l'EPT12 ex CAVB)
- **Vice-présidente** : Elodie GILABERT (Cheffe de projet Politique de la ville à Villeneuve-Saint-Georges)
- **Trésorier** : Philippe De VISSCHER (Chef de projet Politique de la ville à Vitry-sur-Seine)
- **Trésorière adjointe** : Claire LEMEUNIER (Responsable du Développement social urbain à Cachan)
- **Secrétaire** : Muriel ROCHUT (Cheffe de projet Politique de la ville à Arcueil)
- **Secrétaire adjointe** : Nathalie LEDON (Cheffe de Projet Politique de la ville à Villejuif)
- **Membres du Conseil d'Administration** : l'ensemble des membres du Bureau ci-dessus ainsi que Pierre WELSCH (Fontenay-sous-Bois), Benjamin BADIA (EPT 12 ex CASA), Boris ROUABHI (Etudiant UPEC), Thierry RABJEAN (EPT 12 ex CALPE), Pirine RODRIGUES (Office municipal de la culture Maisons-Alfort), Héléna PIERRE (Conseil départemental 94).

La nouvelle équipe s'inscrit dans la continuité du travail engagé depuis la création de l'association en septembre 2013. **L'objectif du réseau demeure la construction d'une culture commune du développement social et urbain par l'échange entre professionnels, sur la base de valeurs partagées de solidarité et de sens du service public, pour répondre aux besoins des habitants. Nous souhaitons aussi partager cette vision avec d'autres acteurs en étant un espace de réflexion et de propositions en lien avec l'actualité.**

Par leur travail collaboratif au-delà des frontières géographiques et professionnelles, les membres du réseau ont lancé plusieurs initiatives contribuant à installer l'association dans le paysage institutionnel :

- La lettre du Réseau DSU 94, outil d'information désormais identifié ;
- Les moments de réflexion partagée sur l'actualité de la Politique de la Ville: séminaire en février 2015 sur la réforme de la Politique de la Ville, formation-débat en lien avec le réseau régional en septembre 2015 relatif à l'impact de la réforme territoriale sur la Politique de la Ville ;
- Les temps d'échanges de pratiques avec les Cafés réseaux...

Afin de continuer sur cette belle lancée, **une des priorités pour 2016 est de poursuivre notre contribution à la réflexion sur la plus-value du transfert de la compétence Politique de la Ville dans le cadre de la réforme territoriale.** Pour cela, le réseau organise prochainement un groupe de travail interprofessionnel et, à l'automne, un nouveau séminaire à destination des élus et des professionnels sur cette question. Le réseau reste également en alerte sur la nécessité de disposer d'un centre de ressources au service des professionnels du département. **Enfin, l'association reste, avant tout, un lieu d'échanges pour les professionnels de la Politique de la Ville et du développement social et urbain du Val-de-Marne, tous invités à nous rejoindre.**

Carine TARDY (Présidente) et Elodie GILABERT (Vice-présidente)

**Vous l'avez rêvé, nous l'avons fait ! Retrouvez l'actualité du réseau de la Politique de la Ville sur notre nouvelle page Facebook et sur notre compte Twitter, et soyez les premiers à réagir !**



: Réseau DSU du Val-de-Marne



: @reseaudsu94

## LE FINANCEMENT DES ÉQUIPES POLITIQUE DE LA VILLE PAR L'ÉTAT REMIS EN CAUSE DANS NOTRE DÉPARTEMENT ?

À l'heure où l'Observatoire national de la Politique de la Ville dresse un premier état des lieux sur la situation des habitants des nouveaux quartiers en Politique de la Ville et alors que Madame Hélène Geoffroy, Secrétaire d'État à la Ville, souhaite une remobilisation des crédits et des dispositifs de droit commun via la signature de nouvelles conventions interministérielles d'objectifs, la question du financement des équipes d'ingénierie revêt une importance cruciale.

La fonction de chef(fe) de projet ville, comme d'ailleurs celle de chargé(e) de mission NPRU, a particulièrement évolué ces dernières années. La complexité de l'élaboration et de l'animation d'un contrat de ville selon une démarche à la fois « intégrée » et « intégrante » vis-à-vis notamment des Conseils Citoyens, l'organisation en « équipe projet » et la nécessité de mettre en place des politiques publiques et des actions dans les délais et des budgets contraints, font du chef de projet plus un « développeur territorial » qu'un simple « gestionnaire de subventions ».

**Dès lors, quel avenir durable pour le développement social et urbain des quartiers si les moyens consacrés aux équipes et à leur formation ne sont pas au rendez-vous ?**

Cette ingénierie alimente des observatoires locaux et encourage l'initiative citoyenne au sein des quartiers. Elle n'est pas uniquement du ressort des nouveaux Territoires, mais bien l'affaire de tous les partenaires afin de sortir des inégalités sociales, urbaines et territoriales.

### CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE TFPB

Depuis le 1er janvier 2016, les bailleurs sociaux bénéficient d'un abattement de 30% de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sur leur patrimoine situé dans les quartiers Politique de la Ville. En contrepartie ils s'engagent à renforcer leurs interventions au moyen d'actions contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie, à la participation des locataires.

Les professionnels du développement social urbain ont travaillé plusieurs mois aux côtés des élus, des représentants de l'État, des bailleurs et des partenaires locaux à l'élaboration des plans d'actions. Ce travail n'a pas été simple car il a fallu éviter l'effet d'aubaine et s'assurer du réel renforcement des moyens consacrés par les bailleurs. Ce sujet est d'autant plus sensible qu'il représente un engagement financier fort pour les collectivités locales.

Nous avons par ailleurs signalé au Sous-Préfet du Val-de-Marne en charge de la Politique de la Ville que le modèle de convention-cadre élaboré par le Ministère de la Ville et utilisé sur plusieurs sites du département ne prévoyait pas d'associer les Conseils Citoyens à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des plans d'actions. Ce dernier nous a répondu que les délégués du préfet seraient vigilants, aux côtés des représentants des collectivités locales, à la bonne implication des Conseils Citoyens conformément aux dispositions de la loi ville et cohésion urbaine du 21 février 2014.

Cette demande a également été relayée auprès d'Hélène Geoffroy, Secrétaire d'État à la Ville.

### CONSEILS CITOYENS

Le comité national de suivi des Conseils Citoyens présidé par Hélène Geoffroy, Secrétaire d'État à la Ville, s'est réuni le 7 avril dernier. Autour d'une nouvelle enquête menée par le CGET, les participants ont pu partager leurs analyses plus de deux ans après la loi du 21 février 2014. Comme représentante de l'IRDSU j'ai rappelé que le sujet est central dans nos travaux. Ainsi, après une enquête détaillée en 2015, l'IRDSU continue à suivre le dossier à travers un groupe de travail national dédié, une mise à jour de l'enquête avec des entretiens ciblés et des temps de travail nationaux ou régionaux ainsi que la mobilisation des outils en ligne. Le prochain temps fort sera les Journées Nationales de Bordeaux en septembre. J'ai rappelé la grande hétérogénéité des situations, y compris en terme de positionnement de l'État local sur la composition des Conseils Citoyens et sur les moyens dédiés. J'ai également évoqué :

- l'importance d'avoir des Conseils Citoyens réellement indépendants et représentatifs de la population du quartier, en insistant sur l'enjeu de mobiliser les jeunes et en particulier les jeunes filles;
- la réflexion à engager sur l'évolution des modalités de pilotage des contrats de ville afin que les représentants des Conseils Citoyens y aient réellement leur place ;
- l'impact fort des Conseils Citoyens pour les professionnels autour notamment de leur rôle dans l'animation, et la nécessité de faire appel à des « tiers neutres »;
- les difficultés à engager une réelle évaluation dans la mesure où les objectifs des Conseils Citoyens sont souvent flous et pas suffisamment définis en amont.

**Claire Lemeunier, Vice-Présidente de l'IRDSU**

### L'Actu du réseau :

- **Vendredi 3 juin à 14h30 à Arcueil : Groupe de travail sur la plus-value de la Politique de la Ville à l'échelle territoriale - Utilisation de l'outil « Échiquier des compétences ».**
- **Lundi 13 juin à 14h30 à Villeneuve-Saint-Georges : Conseil d'Administration ouvert, préparation du séminaire de rentrée**
- **Dernier trimestre 2016 : séminaire sur 2 thèmes : Politique de la Ville et Renouvellement Urbain à l'échelle des EPT / Les Conseils Citoyens**

#### Les rédacteurs :

Carine Tardy, Elodie Gilibert,  
Claire Lemeunier, Pierre Welsch

**Contact & Adhésion : [reseaudsu94@gmail.com](mailto:reseaudsu94@gmail.com) ou par courrier : Réseau DSU 94 – à l'attention de Carine Tardy, Direction du Développement Social Urbain, Établissement Public Territorial 12, 7/9 avenue François Vincent Raspail - 94114 Arcueil Cedex**